

« Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions »

En Auvergne-Rhône-Alpes :

**Les comportements d'épargne des Auvergnats et Rhônalpins
sont imperméables aux aléas conjoncturels**

**L'investissement responsable peine à se développer dans la région
malgré les efforts de transparence**

Dans une conjoncture en permanence incertaine depuis quatre ans, les comportements d'épargne des Auvergnats et Rhônalpins demeurent bien ancrés, contribuant à renvoyer une image rassurante de l'épargne. L'épargne responsable, qui devrait tenir un rôle déterminant dans la transition écologique, reste minoritaire et peu connue dans la région.

Altaprofits, Courtier et Conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **6^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il est consacré annuellement au comportement d'épargne des Français et inclut une analyse par région. En Auvergne-Rhône-Alpes, les premiers enseignements marquants de l'édition 2024 sont les suivants :

I - Les comportements d'épargne des Auvergnats et Rhônalpins sont imperméables aux aléas conjoncturels.

Quel que soit le contexte et les motifs de préoccupation des Auvergnats et Rhônalpins (pandémie, inflation, hausse des taux d'intérêt, réforme des retraites, conflits russo-ukrainien, Israël-Hamas, etc.), rien ne perturbe leur comportement d'épargne. Ainsi :

• La détention de produits d'épargne et la fréquence d'épargne varient très peu d'année en année :

Près de 9 Auvergnats et Rhônalpins sur 10 (87 %) possèdent au moins un produit d'épargne (stable depuis 2020) et près de 6 sur 10 (58 %) en détiennent par ailleurs plusieurs (stable depuis 2021, 53 % en 2020).

Parmi les 94 % d'Auvergnats et Rhônalpins plaçant de l'argent à intervalles réguliers sur leurs produits d'épargne (à + ou - 1 ou 2 points près, les taux sont stables depuis 2020), 75 % des épargnants en Auvergne-Rhône-Alpes le font au moins une fois tous les six mois (79 % en 2023).

• Les Auvergnats et Rhônalpins épargnent d'abord pour faire face aux imprévus.

Concernant les motifs d'épargne, nous assistons à une consolidation de tendances apparues post-Covid-19 : l'épargne pour faire face aux imprévus continue de devancer l'épargne projet avec 74 % de citations contre 51 %. Concernant ces imprévus, le motif lié aux situations exceptionnelles consolide sa place, avec 34 % de citations cette année, et toujours plus d'un tiers de citations depuis 2021, contre 22 % en 2020.

Au plan national. À l'exception d'un prévisionnel moins marqué pour financer un projet à long terme comme un achat immobilier, la préparation de la retraite, le financement d'études, etc. (30 % de moyenne nationale contre 36 % en Auvergne-Rhône-Alpes, 6 points d'écart), il n'y a pas de différence significative entre l'ensemble des épargnants français et ceux en Auvergne-Rhône-Alpes.

Au niveau national, les critères d'âge et de genre sont particulièrement explicatifs des comportements d'épargne :

Les femmes de 35 ans et plus et les personnes de 65 ans et plus sont celles qui placent le moins souvent, avec respectivement 24 % et 28 % qui disent placer de l'argent moins d'une fois par an ou jamais, contre 18 % en moyenne sur la population totale.

Le segment de la population des moins de 35 ans se distingue assez logiquement par une épargne projet beaucoup plus marquée que la moyenne, avec 59 % de citations comme motif principal (vs 45 % en moyenne sur l'ensemble de la population). À l'opposé sur l'échelle de l'âge, les 65 ans et plus se distinguent quant à eux par une plus forte sensibilité aux petits imprévus (65 % de citations vs 56 % en moyenne) et une plus faible sensibilité aux situations exceptionnelles (29 % vs 36 % en moyenne) ; leur autre motivation d'épargne est de simplement dissocier leurs économies de leur compte courant (45 % de citations vs 38 % en moyenne).

• **Les épargnants d'Auvergne-Rhône-Alpes restent dans une logique de risque minimum ; les produits d'épargne qu'ils privilégient reflètent leur forte aversion au risque.**

68 %, soit la plupart des épargnants possédant au moins un produit d'épargne, continuent à privilégier des produits sans risque même avec un faible rendement (stable par rapport à 2023). Les livrets d'épargne réglementés se maintiennent en tant que produits socles (77 % des épargnants en Auvergne-Rhône-Alpes en détiennent).

À l'inverse, plus un produit d'épargne est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent. Ainsi, seuls 15 % des épargnants privilégient des produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (stable) et à peine 7 % des produits risqués (3 % en 2023). Après une baisse en 2023, l'assurance vie retrouve des couleurs (31 % des épargnants en 2024 contre 27 % en 2023). Le Plan Épargne en Actions (PEA) reste dans des taux assez faibles avec 11 % cette année (13 % en 2023).

Au plan national. Il n'y a pas de différence significative entre l'ensemble des épargnants français et les épargnants Auvergnats et Rhônalpins.

Pour ce qui est des différences observées au niveau national en termes d'âge et de genre : les plus averses au risque sont les femmes (75 % contre 62 % d'hommes pour les produits sans risque même avec un faible rendement) et les épargnants âgés (78 % des 65 ans et plus). Les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à privilégier le Plan Épargne en Actions (17 % contre 9 %) ou l'assurance vie (33 % contre 25 %).

« Quoi qu'il arrive, quels que soient les événements à l'échelle nationale ou internationale, les Français continuent à épargner de la même manière et en étant averses au risque. »

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

II - L'investissement responsable peine à se développer malgré les efforts de transparence.

• **L'épargne responsable demeure minoritaire.** Seuls 10 % des épargnants en Auvergne-Rhône-Alpes ont

privilegié des produits plus responsables pour l'environnement et la société, quel que soit le rendement (stable depuis 2022).

• **Les indicateurs relatifs à l'investissement responsable sont toujours peu connus du grand public ; seuls 28 % des répondants en Auvergne-Rhône-Alpes déclarent en connaître au moins un, parmi les quatre qui ont été présentés.** Ainsi, les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont connus par 22 % de répondants (7 % voyant précisément de quoi il s'agit) et le label ISR (Investissement Socialement Responsable) est connu par 22 % de répondants (6 % voyant là-aussi précisément de quoi il s'agit).

Le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR) sont en bas de classement et appréhendés respectivement par 14 % et 12 % des répondants seulement.

Au plan national. Il n'y a pas de différence significative entre l'ensemble des répondants et ceux en Auvergne-Rhône-Alpes.

En termes de catégorie de population, nous trouvons au niveau un public plus aguerri et logiquement plus à l'aise financièrement avec 38 % de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) ayant connaissance d'au moins un indicateur relatif à l'investissement responsable.

• **Les investissements responsables continuent d'être minoritaires en Auvergne-Rhône-Alpes en raison d'abord d'une trop faible circulation de l'information à leur sujet, puis d'un besoin de réassurance à l'égard de la sécurité de leur rendement et du caractère éthique des projets financés.** Les répondants n'investissant pas ou peu dans les produits responsables le justifient principalement par leur manque d'informations sur le sujet (53 % mentionnent ce motif). Viennent ensuite ceux qui craignent que ces placements soient trop risqués (31 %) et ceux qui redoutent d'être victimes de greenwashing et que ces investissements ne soient finalement pas réellement vertueux pour l'environnement (24 %). Ensuite, des répondants soulignent craindre que leur rendement ne soit pas assez bon (20 %), d'autres n'ont pas confiance dans les labels (14 %) et certains ne sont simplement pas intéressés par l'investissement responsable (24 %).

Au plan national. À l'exception d'un désintérêt moins marqué pour l'investissement responsable (19 % pour la moyenne nationale contre 24 % en Auvergne-Rhône-Alpes, 5 points d'écart), il n'y a pas de différence significative entre l'ensemble des épargnants français et ceux en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Au niveau national, en termes de catégorie de population et d'âge, on observe que les cadres et les personnes de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) font de la peur d'être victimes de greenwashing leur argument dissuasif, quand les 65 ans et plus ne sont simplement pas intéressés par ce type d'investissement.

Toujours au plan national, les investissements responsables semblent être l'apanage des jeunes générations. En ce moment charnière pour la transition écologique, les moins de 35 ans portent un plus grand intérêt que leurs aînés à son financement par l'épargne. Ils sont 17 % à avoir privilégié les investissements responsables, quel que soit leur rendement (contre 6 % pour les 35 ans et plus).

Sur la moyenne de 26 % de répondants ayant au moins connaissance d'un indicateur relatif à l'investissement responsable, on retrouve parmi les plus informés les moins de 35 ans avec 38 % et

54 % d'étudiants.

En termes de connaissance des investissements responsables, les hommes de moins de 35 ans sont plus nombreux (53 %) par rapport aux femmes de la même catégorie d'âge (24 %, soit 29 points d'écart).

Autant d'éléments qui permettent d'avancer que les jeunes générations sont plus conscientes de l'enjeu de l'épargne responsable dans la transition écologique ; elles représentent l'espoir de voir les investissements responsables croître à l'avenir.

« Les investissements responsables sont émergents. Au plan national, les jeunes générations sont les plus sensibles à la finance durable ; elles sont les plus à même à flécher leur épargne vers le financement de la transition écologique. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 2 au 8 avril 2024, auprès d'un échantillon de 2 402 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

** Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.*

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024** »,
les données brutes, le communiqué national et les autres communiqués régionaux sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.